



PALIPEHUTU

PARTI POUR LA LIBERATION DU PEUPLE HUTU

DECLARATION DU PALIPEHUTU SUR LES MASSACRES A BUJUMBURA

DECEMBRE 1994

### L'EPURATION ETHNIQUE SE POURSUIT AU BURUNDI

"Le plan pour le Burundi doit être exécuté le plus tôt possible" a dit le Général Paul Kagame dans sa lettre confidentielle adressée à l'ex-Président du Burundi, Jean-Baptiste Bagaza, le 10 août 1994.

Encore une fois le Burundi est en train d'être déchiré par les violences interethniques. Bujumbura, la capitale burundaise, est paralysée depuis dimanche le 18 décembre 1994, lorsqu'un groupe de professionnels, probablement recrutés dans les soldats du FPR, a opéré au fusil et à la baïonnette, dans un quartier habité par des Tutsi. C'était un plan monté, comme d'habitude, pour provoquer la population et avoir ainsi l'occasion de massacrer des membres du peuple hutu du Burundi.

L'attaque a commencé à 21 heures du soir, mais ce n'est qu'après 3 heures du matin que les militaires de Bujumbura sont arrivés sur les lieux. Le 20 décembre 1994, au petit matin, des jeunes Tutsi, dénommés "les sans échec et sans défaite", soutenus par l'armée monoethnique tutsi, ont inondé la ville, armes à la main (fusils, grenades, poignards et pierres). Ils tuent tout Hutu, brûlent des maisons, arrêtent les voitures des ministres hutu, . . .

Le Président du Parti UPRONA, ancien parti unique au pouvoir pendant plus de 30 ans, a parlé avant toute enquête, avant tout témoignage; selon lui, "Tout ça a rapport avec Monsieur MINANI". Rappelons que l'UPRONA continue à refuser d'accepter l'élection de Monsieur MINANI comme Président de l'Assemblée Nationale.

Mardi 20 et mercredi 21/12/94, la situation s'était aggravée à Bujumbura. De jeunes Tutsi, des militaires et des gendarmes ont paralysé la ville. Des militaires de l'intérieur sont arrivés dans la capitale pour renforcer les milices de l'UPRONA dans la tuerie de civils hutu. Toutes les voies de sortie de la ville sont bloquées. Les journalistes ont été empêché de prendre des photos. Les quartiers de Bwiza, Buyenzi et Kinama ont été complètement épurés de Hutu.

Aucun Hutu n'osait sortir de sa maison. Selon des sources sûres, le Président de la République a essayé de s'y rendre pour constater les faits mais sa visite n'allait rien changer; les Tutsi font tout pour le prendre en otage. Ne lui a-t-on pas forcé à signer un décret qui autorise l'armée monoethnique tutsi à désarmer les civils hutu, alors que les milices tutsi (les jeunes Tutsi nommés "sans échec et sans défaite") s'arment jusqu'aux dents!

Le bilan reste difficile à estimer. Selon les témoins, plus de 100 Hutu auraient été tués. On a vu les corps des morts transportés par des camions militaires. Où a-t-on jeté les cadavres ?

A l'intérieur du pays, les peuples hutu et twa ne sont pas épargnés. Dans les provinces de Kirundo, communes Kirundo et Bwambarangwe, la population hutu est particulièrement visée. Ceux qui échappent à la tuerie fuient vers la Tanzanie.

B. 30. 2. 3.  
- Burundi  
- ~~1994~~  
- BUJUMBURA  
- PALIPEHUTU

Le PALIPEHUTU (Parti pour la Libération du Peuple Hutu), parti qui lutte pour la construction d'un Etat démocratique au Burundi, condamne:

- cette provocation du peuple hutu par des éléments incontrôlés de l'armée mono-ethnique tutsi;
- les humiliations, les massacres et les arrestations de personnes innocentes;
- le comportement de l'UPRONA qui continue à refuser d'accepter les résultats des urnes de juin 1993, l'élection du Dr. Jean MINANI comme Président de l'Assemblée Nationale et continue à saboter le processus de la démocratisation au Burundi;
- le désarmement unilatéral et sélectif, qui n'est rien d'autre qu'un plan déguisé pour l'extermination du peuple hutu;
- la passivité de la Communauté internationale: bien qu'elle bénéficie déjà du soutien des éléments antidémocratiques des partis de coalition (partis tutsi) cette passivité encourage l'armée monoethnique tutsi à massacrer impunément le peuple hutu;
- la pression exercée par le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, S.E. Ahmedou Ould Abdallah, pour forcer le Dr. Jean MINANI à démissionner de la Présidence de l'Assemblée Nationale, selon les exigences antidémocratiques de l'ancien parti unique UPRONA dont la représentation à l'Assemblée Nationale n'est que de 20%, alors que le Dr. Jean MINANI appartient au FRODEBU, parti majoritairement représenté à 80% des Représentants.

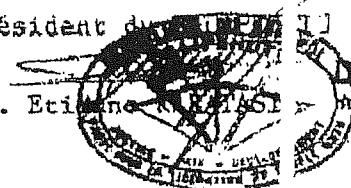
Par ces agissements, Mr ABDALLAH renforce les clivages ethniques et compromet la paix interethnique. Son rôle néfaste a déjà été dénoncé par l'Honorable Christian SENDEGEYA, Vice-Président de l'Assemblée, dans sa lettre d'octobre 1994, adressée au Secrétaire Général de l'O.N.U. . Soucieux de la sauvegarde de la paix et de l'entente interethnique, le PALIPEHUTU sollicite le remplacement de S.E. Ahmedou OULD ABDALLAH par un autre Représentant Spécial, sans parti-pris, respectueux des institutions démocratiques du pays.

Face à ces massacres des populations innocentes, violences contraires à l'éthique des Droits Fondamentaux de l'Homme, le PALIPEHUTU lance encore une fois un appel solennel à la Communauté Internationale, spécialement à l'O.N.U., à l'Union Européenne, aux Etats-Unis d'Amérique et à l'O.U.A. pour qu'ils interviennent à temps afin de prévenir et d'éviter des tragédies semblables à celles qui viennent de toucher le Rwanda. Le PALIPEHUTU dénonce énergiquement le plan du Général Paul KAGAME et de l'ex-Président du Burundi, le Colonel Jean-Baptiste BAGAZA qui consiste à mettre en échec la politique du FRODEBU en paralysant son pouvoir jusqu'au pourrissement total de la situation. Le PALIPEHUTU lance un appel pressant à la Communauté Internationale pour empêcher la mise en application de ce plan.

Fait à Tranjberg, le 25 décembre 1994

Président du PALIPEHUTU

Dr. Etienne Karas



Dr. Etienne Karas  
P. O. Box 58  
DK-8310 TRANJBERG  
DANEMARK